



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

F DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Juillet 2015



DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dettes financières de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -79,81 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juillet 2015 s'élève à -79,81 Md€ contre -87,36 Md€ à fin juillet 2014 à périmètre constant.

Cette variation s'explique par la baisse des dépenses nettes du budget général à hauteur de

5,73 Md€, la hausse des recettes nettes de 4,64 Md€ et la dégradation du solde des comptes spéciaux à hauteur de 2,82 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 185,07 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 5,52 Md€ dont 4,21 Md€ au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,34 Md€ dont 2,53 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,64 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 4,93 Md€ essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » ;

Les dépenses nettes à fin juillet 2015 s'élèvent à 185,07 Md€ contre 190,80 Md€ à fin juillet 2014 à périmètre constant. Cet écart s'explique par les baisses conjuguées des dépenses d'opérations financières (-2,41 Md€) et d'investissement (-0,81 Md€) suite à des opérations exceptionnelles intervenues en 2014 dans le cadre des programmes

✓ Mission **Défense** : 3,78 Md€ partagés notamment entre le programme « Soutien de la politique de la défense » pour 1,70 Md€ et le programme « Equipement des forces » pour 1,23 Md€ ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,48 Md€ dont 0,79 Md€ au titre du programme « Police nationale » et 0,67 Md€ au titre du programme « Gendarmerie nationale » ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 1,23 Md€ dont 1,03 Md€ au titre du programme « Aide à l'accès au logement ».

d'investissement d'avenir, des charges de la dette de l'Etat (-1,42 Md€) et des dépenses de fonctionnement (-1,79 Md€), suite notamment au versement en 2014 de la dernière tranche de la dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité.

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 128,78 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 14,21 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 2,98 Md€ (notamment dus à la mensualisation de juillet) ;

Enregistrement, timbre et autres contributions et taxes indirectes : 2,01 Md€ dont 1,10 Md€ de mutations à titre gratuit par décès ;

TICPE : 1,40 Md€ ;

IS : -1,55 Md€ (R&D notamment) ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -5,50 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 164,55 Md€

Elles s'élevaient à 163,26 Md€ à périmètre constant à fin juillet 2014, soit une hausse de 1,29 Md€. Cette variation s'explique notamment par l'augmentation des recettes d'IR (+3,41 Md€), de droits de mutation à titre gratuit par décès (+0,76 Md€) et de TVA (+0,62 Md€).

D'autres recettes augmentent également comme l'ISF (+0,27 Md €), les autres taxes intérieures (0,25 Md€), et la TASCOM (+0,18 Md €) (cf focus). Ces augmentations sont en partie compensées par la diminution des recettes nettes d'IS (-4,98 Md€) suite aux effets du crédit d'impôt en faveur de la compétitivité et de l'emploi.

Recettes non fiscales : 6,45 Md€

Les recettes non fiscales à fin juillet 2015 s'élèvent à 6,45 Md€ contre 6,32 Md€ à fin juillet 2014 à périmètre constant. L'écart s'explique notamment par l'augmentation des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 1,48 Md€ (notamment en raison du recouvrement des

amendes prononcées par l'Autorité de la concurrence aux principaux fabricants de produits d'hygiène et d'entretien) contrebalancée par une diminution des dividendes et recettes assimilées (1,13 Md€).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -44,20 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -44,20 Md€ à fin juillet 2015 contre -46,95 Md€ à fin juillet 2014. Cette variation s'explique essentiellement par la baisse, par rapport à l'an

passé, des prélèvements au profit des collectivités territoriales pour 2,05 Md€ (dont 1,53 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -23,52 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,12 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,73 Md€.

Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » comptabilise des dépenses pour

5,06 Md€ (paiement des échéances d'intérêts d'OAT indexés et des charges d'indexation du capital des OAT notamment) et des recettes pour 5,00 Md€ (abondement du budget général essentiellement).

Au 31 juillet 2015, le solde des comptes spéciaux s'établit à -23,52 Md€ contre -20,70 Md€ en juillet 2014.

Dette financière de l'Etat au 31 juillet: 1 574,78 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 104,28 Md€). Les montants des BTAN et des BTF

ont diminué respectivement de 45,27 Md€ et 17,03 Md€ depuis le début de l'année.

* nettes de R&D : nettes de remboursements et dégrèvements



☞ **Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)**

La TASCOM est déterminée en fonction de la surface des commerces de détail et de leur chiffre d'affaires.

En effet, elle est due par les commerces exploitant une surface de vente de plus de 400 m² et réalisant un chiffre d'affaires hors taxe supérieur à 460 000 €.

La taxe doit être déclarée et payée avant le 15 juin de l'année au titre de laquelle elle est due.

Le montant de la taxe brute est déterminé par application, à la surface totale de vente au détail de l'établissement, d'un tarif qui varie en fonction du chiffre d'affaires annuel au m², de la superficie et de l'activité.

Dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle, la TASCOM a été transférée aux collectivités territoriales en 2011.

Les reliquats de TASCOM au titre de l'année 2010 ont donc continué à être perçus au profit de l'Etat. Jusqu'en 2014 les nouvelles recettes de TASCOM étaient affectées aux collectivités territoriales (communes et EPCI).

La loi de finances rectificative du 29 décembre 2014 institue une majoration de 50% du montant de la TASCOM due par les établissements dont la surface de vente excède 2 500 mètres carrés. Le produit de cette majoration est affecté au budget de l'Etat.

Au 31 juillet 2015, sont affectés au budget de l'Etat, le reliquat de TASCOM au titre de l'année 2010 pour 4 millions € et la majoration de 50% de la TASCOM pour les grandes surfaces à hauteur de 181 millions €. L'augmentation des recettes de TASCOM au budget de l'Etat par rapport à 2014 est donc de 180 millions €.



	Mois	Cumul à fin juillet		Renvoi Page	
	Juillet	2015	2014 retraité 2014 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-21 312	-79 806	-87 357	-84 095	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	29 228	185 067	190 798	186 563	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	14 360	128 781	124 141	123 167	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	2 975	48 037	44 630	44 630	
- IS *	-1 545	8 593	13 569	13 569	
- TVA	14 207	82 603	81 984	81 013	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-6 443	-23 519	-20 700	-20 700	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	6 359	98 351			18
Dettes financières de l'Etat	-20 496	1 574 778			19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	990	990
Dépenses de personnel	9 887	71 754	71 220	71 211
Dépenses de fonctionnement	7 811	33 365	35 156	35 187
Charges de la dette de l'Etat	4 899	24 945	26 362	26 362
Dépenses d'investissement	1 353	6 600	7 409	7 408
Dépenses d'intervention	5 207	46 482	46 317	42 059
Dépenses d'opérations financières	72	933	3 345	3 345
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	29 228	185 067	190 798	186 563
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	19 403	164 547	163 257	162 280
Recettes non fiscales	840	6 453	6 318	6 316
Prélèvements sur recettes	-6 197	-44 204	-46 951	-46 947
Fonds de concours	314	1 984	1 518	1 518
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	14 360	128 781	124 141	123 167
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	20 557	172 984	171 092	170 114
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-14 868	-56 286	-66 657	-63 396
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	41	2 412	3 931	3 931
Solde des comptes de concours financiers	-6 401	-26 301	-25 065	-25 065
Solde des comptes de commerce	-132	307	413	413
Solde des comptes d'opérations monétaires	49	-1 510	-100	-100
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-6 443	-23 519	-20 700	-20 700
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-21 312	-79 806	-87 357	-84 095



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2015	2014 retraité	2014 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 887	71 754	71 220	71 211
Rémunérations d'activité	5 726	40 756	40 522	40 526
Cotisations et contributions sociales	4 116	30 536	30 236	30 224
Prestations sociales et allocations diverses	45	462	462	462
AUTRES TITRES	19 342	113 313	119 578	115 352
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	988	990	990
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	7 811	33 365	35 156	35 187
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 990	13 029	15 099	15 106
Subventions pour charges de service public	5 821	20 336	20 056	20 081
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	4 899	24 945	26 362	26 362
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	4 899	24 945	26 362	26 362
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 353	6 600	7 409	7 408
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 008	5 413	6 649	6 645
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	345	1 187	761	763
Titre 6 - Dépenses d'intervention	5 207	46 482	46 317	42 059
Transferts aux ménages	2 016	21 755	20 953	16 933
Transferts aux entreprises	464	5 986	7 044	6 868
Transferts aux collectivités territoriales	514	4 208	4 163	4 080
Transferts aux autres collectivités	2 208	14 524	14 147	14 172
Appels en garantie	5	9	9	5
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	72	933	3 345	3 345
Prêts et avances	0	36	3 136	3 136
Dotations en fonds propres	72	328	253	253
Dépenses de participations financières	0	569	-43	-43
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	29 228	185 067	190 798	186 563



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2015		Cumul à fin juillet 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	153	206	2 060	1 828	1 640
Action de la France en Europe et dans le monde	114	109	1 179	1 120	969
Diplomatie culturelle et d'influence	15	48	636	473	472
Français à l'étranger et affaires consulaires	23	48	235	227	200
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	2	1	11	8	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	200	202	1 633	1 581	1 440
Administration territoriale	136	144	1 008	977	960
Vie politique, culturelle et associative	8	10	161	162	118
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	56	48	464	441	362
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	134	253	1 584	1 598	1 816
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	40	144	665	727	907
Forêt	1	1	203	197	225
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	33	48	306	275	274
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	60	60	410	401	409
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	136	321	1 297	1 772	1 864
Aide économique et financière au développement	15	17	225	734	706
Solidarité à l'égard des pays en développement	121	303	1 072	1 038	1 158
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	9	34	1 999	1 972	2 126
Liens entre la Nation et son armée	2	3	16	15	20
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	14	1 893	1 889	2 043
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	2	17	90	68	64
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	50	52	367	368	361
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	32	34	206	210	206
Conseil économique, social et environnemental	0	0	39	39	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	18	123	120	117
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS (3)	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	259	426	1 666	1 483	1 525
Patrimoines	47	130	490	409	427
Création	86	160	509	471	498
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	126	136	668	604	601
DEFENSE	2 979	3 781	21 978	25 097	25 417
Environnement et prospective de la politique de défense	69	116	698	827	703
Préparation et emploi des forces	712	738	5 223	4 844	5 337
Soutien de la politique de la défense	1 635	1 695	12 984	13 025	12 517
Equipement des forces	562	1 231	3 072	6 401	5 360
Excellence technologique des industries de défense (2)	0	0	0	0	1 500
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	103	103	687	641	610
Coordination du travail gouvernemental	43	44	294	280	262
Protection des droits et libertés	4	4	76	67	47
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	56	55	317	294	300
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (2)	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	951	577	5 791	5 597	5 714
Infrastructures et services de transports	149	169	2 230	2 606	2 642
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	7	18	118	97	97
Météorologie	0	50	149	149	153
Paysages, eau et biodiversité	6	13	178	164	150
Information géographique et cartographique	0	23	70	70	71
Prévention des risques	6	28	109	104	115
Energie, climat et après-mines	2	11	388	377	401
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	781	264	2 549	2 030	2 086
Innovation pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	0
Ville et territoires durables (2)	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2015		Cumul à fin juillet 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	124	139	915	836	777
Développement des entreprises et du tourisme	75	90	541	472	411
Plan "France Très haut débit" (1)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	36	36	276	269	273
Stratégie économique et fiscale	14	13	97	94	94
Projets industriels (2)	0	0	0	0	0
Innovation (2)	0	0	0	0	0
Economie numérique (2)	0	0	0	0	0
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT (3)	167	1 230	11 155	8 142	7 390
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	140	168	918	740	702
Aide à l'accès au logement	0	1 026	10 090	7 164	6 376
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	27	36	148	238	313
Politique de la ville (4)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires (3)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	6 286	4 928	26 680	25 164	29 919
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	4 899	4 899	24 945	24 945	26 362
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	1	5	12	9	5
Epargne	0	25	338	210	291
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque (1)	1 385	0	1 385	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 160	5 343	39 750	39 490	38 698
Enseignement scolaire public du premier degré	1 651	1 640	11 556	11 541	11 275
Enseignement scolaire public du second degré	2 543	2 530	18 140	18 108	17 928
Vie de l'élève	204	280	3 312	3 232	2 936
Enseignement privé du premier et du second degrés	524	627	4 540	4 531	4 509
Soutien de la politique de l'éducation nationale	168	185	1 327	1 208	1 199
Internats de la réussite (2)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	72	80	875	870	850
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	851	882	6 663	6 550	6 594
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	622	633	4 826	4 765	4 835
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat (2)	0	0	0	0	4
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières (3)	88	107	650	645	629
Facilitation et sécurisation des échanges	120	123	973	950	940
Entretien des bâtiments de l'Etat	19	13	71	68	65
Fonction publique	1	6	143	121	121
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	65	60	382	317	317
Immigration et asile	59	55	364	303	307
Intégration et accès à la nationalité française	5	5	18	13	10
JUSTICE	639	780	4 287	4 669	4 452
Justice judiciaire	238	252	1 709	1 848	1 800
Administration pénitentiaire	305	386	1 623	1 922	1 840
Protection judiciaire de la jeunesse	64	65	485	437	432
Accès au droit et à la justice	10	51	289	286	225
Conduite et pilotage de la politique de la justice	21	25	180	173	152
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	50	101	444	396	525
Presse	47	47	138	142	154
Livre et industries culturelles	3	54	228	176	175
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	78	78	144
Action audiovisuelle extérieure (2)	0	0	0	0	52



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2015		Cumul à fin juillet 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	38	74	1 458	1 326	1 374
Emploi outre-mer	21	23	1 207	991	994
Conditions de vie outre-mer	17	51	251	335	381
POLITIQUE DES TERRITOIRES	7	122	452	470	484
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	6	13	30	121	134
Interventions territoriales de l'Etat	1	1	2	13	15
Politique de la ville (4)	0	108	420	336	335
POUVOIRS PUBLICS	0	0	988	988	990
Présidence de la République	0	0	100	100	102
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	197	5 515	23 266	19 639	22 518
Formations supérieures et recherche universitaire	84	4 210	12 207	10 460	10 416
Vie étudiante	54	66	2 251	1 681	1 598
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	16	672	5 655	4 478	4 366
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources (2)	0	0	0	0	0
Recherche spatiale	0	435	1 279	1 151	1 208
Ecosystèmes d'excellence (2)	0	0	0	0	3 100
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	2	75	1 037	1 099	928
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (2)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	17	25	432	443	584
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	89	89	60
Recherche culturelle et culture scientifique	0	2	100	29	51
Enseignement supérieur et recherche agricoles	23	31	217	209	206
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	43	300	5 141	4 562	4 642
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	51	2 985	2 868	2 986
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	71	782	498	482
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	43	178	1 375	1 196	1 174
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	208	316	2 086	1 893	2 046
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements (3)	173	306	1 889	1 683	1 694
Concours financiers aux départements (2)	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions (2)	0	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	35	10	197	211	352
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	9 366	9 094	61 224	60 941	57 168
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	9 063	8 793	58 534	58 252	54 379
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	303	301	2 691	2 689	2 789
SANTE	15	119	1 073	870	798
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	5	119	444	366	337
Protection maladie	9	0	630	505	462
SECURITES	1 456	1 484	10 807	10 477	10 301
Police nationale	780	786	5 650	5 555	5 393
Gendarmerie nationale	655	669	4 896	4 676	4 659
Sécurité et éducation routières	2	3	16	13	61
Sécurité civile	19	25	245	233	188



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2015		Cumul à fin juillet 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	112	865	14 080	9 613	9 190
Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire (3)	17	526	2 336	1 637	1 258
Actions en faveur des familles vulnérables (2)	0	0	0	0	0
Handicap et dépendance	10	249	10 618	6 966	6 936
Egalité entre les femmes et les hommes	3	2	12	10	13
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	82	87	1 114	1 000	983
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	20	40	349	305	331
Sport	13	35	199	180	191
Jeunesse et vie associative	7	5	151	125	140
Projets innovants en faveur de la jeunesse (2)	0	0	0	0	0
TRAVAIL ET EMPLOI	559	977	9 681	7 425	6 938
Accès et retour à l'emploi	446	818	6 551	5 096	4 575
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	53	96	2 562	1 853	1 911
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	5	4	131	56	36
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	56	58	437	420	416
Formation et mutations économiques (2)	0	0	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	30 336	38 322	259 946	246 008	247 966
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	20 970	29 228	198 722	185 067	190 798

(1) programme crée en 2015

(2) programme supprimé en 2015

(3) changement de libellé en 2015

(4) programme ayant changé de mission en 2015



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 301	50 235	48 630	48 630
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	341	1 139	1 020	1 014
Impôt sur les sociétés (C)	719	30 525	31 189	31 189
Impôt sur les sociétés	709	29 874	30 525	30 525
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	10	650	663	663
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	883	10 199	9 412	9 412
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	69	421	390	390
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	474	3 099	2 933	2 933
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	48	48	51	51
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	7	3	3
Impôt de solidarité sur la fortune	219	3 509	3 236	3 236
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	33	34	34
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	9	123	71	71
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	1	12	95	95
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	11	11	11
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	17	19	19
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	10	44	49	49
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	5	185	5	5
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	6	4	4
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	28	57	57
Recettes diverses	44	2 656	2 453	2 453
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 399	7 248	7 395	7 395
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	18 850	113 995	111 825	110 855
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 005	12 148	10 954	10 954
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	68	251	222	222
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	17	90	92	92
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	4	6	6
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	137	943	771	771



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	1 097	5 778	5 020	5 020
Contribution de sécurité immobilière	60	333	335	335
Autres conventions et actes civils	42	268	321	321
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	40	228	218	218
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	16	73	49	49
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	50	142	112	112
Timbre unique	22	78	112	112
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	11	414	163	163
Autres droits et recettes accessoires	0	3	4	4
Amendes et confiscations	4	28	20	20
Taxe générale sur les activités polluantes	6	118	166	166
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	3	17	17	17
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	6	90	91	91
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	34	33	33
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	30	29	29
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	25	26	26
Taxe de l'aviation civile	5	41	79	79
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	26	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	166	1 223	1 141	1 141
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	70	384	386	386
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	65	252	252	252
Prélèvement sur les paris sportifs	22	120	97	97
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	34	36	36
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	7	7
Taxe sur les transactions financières	69	482	441	441
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	2	2
Autres taxes	10	59	99	99
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	28 496	225 488	220 425	219 449
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	19 403	164 547	163 257	162 280



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	140	2 086	3 211	3 211
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	2	8	539	539
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	110	54	54
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	139	1 969	2 618	2 618
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	165	956	1 123	1 121
Revenus du domaine public non militaire	12	132	139	139
Autres revenus du domaine public	6	76	189	189
Revenus du domaine privé	4	31	26	26
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	1	78	77	77
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	141	607	656	654
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	23	23	23
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	8	12	12
Produits de la vente de biens et services (C)	82	539	518	518
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	36	228	207	207
Autres frais d'assiette et de recouvrement	44	299	292	292
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	3	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	4	10	10
Autres recettes diverses	0	5	6	6
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	36	213	204	204
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	17	82	78	78
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	3	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	4	6	6
Intérêts des autres prêts et avances	6	30	30	30
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	5	70	73	73
Autres avances remboursables sous conditions	0	2	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	14	9	9



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€.	Juillet	2015	2014 retraité
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	318	1 789	307	307
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	259	1 297	45	45
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	93	17	17
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	1	3	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	56	383	229	229
Frais de poursuite	1	5	7	7
Frais de justice et d'instance	1	6	5	5
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	1	1
Divers (F)	100	870	956	956
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	5	242	74	74
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	13	109	92	92
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	1	48	82	82
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	5	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	6	6
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	4	4	4
Récupération d'indus	1	16	17	17
Recouvrements après admission en non-valeur	12	74	90	90
Divers versements de l'Union européenne	0	14	14	14
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	14	13	13
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	10	13	13
Recettes diverses en provenance de l'étranger	1	1	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	12	118	165	165
Produits divers	40	90	135	135
Autres produits divers	8	116	237	237
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	840	6 453	6 318	6 316



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2015	2014 retraité	2014 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-5 499	-30 314	-32 366	-32 361
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 587	-23 765	-25 298	-25 293
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-7	-9	-9
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-1	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-624	-2 120	-2 186	-2 186
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1 037	-1 216	-1 290	-1 290
Dotation élu local	0	-65	-64	-64
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-17	-35	-37	-37
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	-210	-223	-211	-211
Dotation régionale d'équipement scolaire	-285	-313	-401	-401
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-2	-1	-1
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	-3	-3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-278	-1 943	-1 937	-1 937
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-327	-427	-536	-536
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (2)	0	0	-118	-118
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-106	-126	-202	-202
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	-1	-1
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-2	-2	-2	-2
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-48	-48	-48
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	-22	-22
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires (1)	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	-18	-20	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-698	-13 890	-14 585	-14 585
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 197	-44 204	-46 951	-46 947
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	299	1 822	1 394	1 394
Fonds de concours - coopération internationale	14	162	124	124
TOTAL FONDS DE CONCOURS	314	1 984	1 518	1 518

(1) ligne créée en 2015

(2) ligne supprimée en 2015



unité : million d'€.

	Mois de juillet		Cumul à fin juillet					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 311	5 351	37 021	37 685	39 433	41 616	2 412	3 931
Aides à l'acquisition de véhicules propres	26	34	137	145	191	209	55	64
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	12	140	631	687	865	860	234	173
Développement agricole et rural	9	2	45	41	116	100	71	58
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	21	31	201	158	218	219	18	62
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	215	6	1 401	4	1 478	678	77	674
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	28	25	183	151	277	325	95	174
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	-4	-1	0	0	4	1
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	501	309	399	309	-102
Participations financières de l'Etat	1	92	1 620	3 662	1 586	4 983	-34	1 321
Pensions	4 999	5 021	32 591	32 314	34 173	33 824	1 582	1 509
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	218	24	219	19	1	-5
Comptes de concours financiers	9 442	3 041	59 072	64 173	32 771	39 107	-26 301	-25 065
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	30	115	43	43	13	-72
Avances à l'audiovisuel public	306	171	2 139	2 071	1 323	1 121	-816	-950
Avances aux collectivités territoriales	9 119	2 733	56 341	54 515	31 044	30 239	-25 297	-24 276
Avances aux organismes de sécurité sociale (1)	0	0	0	7 301	0	7 365	0	63
Prêts à des Etats étrangers	14	136	479	102	315	325	-163	223
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	4	1	84	68	47	15	-37	-53
Comptes de commerce	5 196	5 064	28 111	29 973	28 418	30 387	307	413
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	44	7	326	399	473	482	146	83
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	12	86	91	87	90	1	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1 192	1 413	1 192	1 413	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	76	38	272	250	415	413	143	164
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	5 056	4 998	26 197	27 789	26 196	27 943	-1	155
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	1	2	1	0	0	-2
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	5	7	25	21	41	36	16	15
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	2	11	10	12	9	2	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	0	49	3 445	1 433	1 934	1 333	-1 510	-100
Emission des monnaies métalliques	0	37	87	94	144	118	57	25
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	3 342	1 333	1 770	1 211	-1 573	-122
Pertes et bénéfices de change	0	11	16	7	21	4	5	-3
TOTAL COMPTES SPECIAUX	19 949	13 506	127 649	133 265	102 557	112 443	-25 092	-20 822
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	19 949	13 506	124 306	131 932	100 787	111 232	-23 519	-20 700

(1) mission supprimée en 2015



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2015
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	602	212	814
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	2	-1	2
	Autres organismes à caractère financier	218	166	384
	Total organismes à caractère financier	833	377	1 210
	CEPL			
	Régions	926	23	949
	Départements	4 624	-1 486	3 138
	Communes	18 472	685	19 157
	HLM	360	-17	343
	Autres CEPL	19 448	5	19 453
	Total CEPL	43 831	-791	43 040
	Hôpitaux	4 287	-160	4 126
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 959	2 711	12 670
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 868	431	4 300
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 660	2 956	5 616
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	763	760	1 524
	Total établissements publics nationaux	17 251	6 859	24 110
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 788	-981	9 808	
Communautés européennes	1 906	-1 314	592	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	46	8	55	
GIP	577	146	723	
EPLÉ	1 931	696	2 626	
Autres correspondants	12 163	-134	12 029	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	38	-38	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 756	678	15 433	
Total Dépôts de fonds du Trésor	93 651	4 668	98 320	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	353	-322	31
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	40	-40	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	394	-362	31
Total Passif (A)		94 045	4 306	98 351
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		94 045	4 306	98 351



	Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2015
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 527 562	41 976	1 569 538
Titres négociables à moyen et long terme	1 352 277	59 010	1 411 287
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 196 543	104 282	1 300 825
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 019 548	104 595	1 124 143
- <i>taux variable</i>	157 169	1 387	158 556
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	155 734	-45 273	110 462
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	143 437	-41 692	101 745
- <i>taux variable</i>	11 720	-3 436	8 284
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	175 285	-17 034	158 251
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	175 285	-17 034	158 251
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	4 758	482	5 240
TOTAL (A+B+C)	1 532 320	42 458	1 574 778



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2014 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2014 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2015.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.